

Saint-Denis, le 25 FEV. 2021

Direction de la veille et de la Sécurité Sanitaire  
Santé et Milieux de Vie  
Service Santé-Environnement

Affaire suivie par : Nathalie ABRANCHET et Boris DUMAS  
Tél. : 02 62 97 93 60  
Mél. : [nathalie.abranchet@ars.sante.fr](mailto:nathalie.abranchet@ars.sante.fr)

Réf. : ARS/SE/NA

-- 0509

La directrice générale de l'ARS La Réunion

à

Monsieur le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

SEB

**Objet : dragages de mise en sécurité et de gestion courante du port de Saint-Pierre**

**Réf. : 2021-02**

Par saisine en date du 15 janvier 2021, vous sollicitez l'avis de l'ARS de La Réunion sur la demande d'autorisation environnementale concernant les travaux de dragage du port de Saint-Pierre. Cette demande inclut d'une part les travaux d'une première intervention de mise en sécurité ainsi que les opérations ultérieures de gestion courante.

La mise en sécurité du port nécessitera l'extraction d'un volume de sédiments estimé à 18000 m<sup>3</sup> et la réalisation d'un piège à cailloux en amont du radier de la rivière d'Abord nécessitera l'extraction d'un volume de 7000 m<sup>3</sup> de matériaux. Ces travaux devraient s'étendre sur une durée comprise entre 9 et 15 mois selon la date de démarrage des travaux et les conditions météo océaniques.

Les volumes annuels indicatifs de matériaux à draguer pour la gestion courante seront compris entre 4000 et 10000 m<sup>3</sup> selon les conditions cycloniques avec une durée d'intervention de l'ordre de 8 à 16 semaines selon la zone d'intervention.

En raison des concentrations relevées au-dessus des seuils réglementaires pour le cuivre, le chrome et le nickel lors de l'analyse des sédiments prélevés sur le site, les sédiments extraits seront dirigés après 24 heures de ressuyage sur site vers un site agréé de lessivage, afin de faire baisser les concentrations en chlorure et en fluorure, avant leur évacuation en installation de stockage de déchets inertes. Les matériaux valorisables seront utilisés pour les besoins communaux.

L'examen du dossier soulève les observations d'ordre sanitaire suivantes.

- **Protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine**

Le projet ainsi que le site agréé de lessivage prévu se situent en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine.



- **Environnement proche et milieu humain**

Le projet se situe dans un secteur densément urbanisé de Saint-Pierre, plusieurs restaurants et commerces se situent à proximité de l'avant-port.

Le club Canoë-Kayak Sud (CKS), l'Association Nautique de Saint-Pierre (ANSP) et la base nautique municipale se situent sur les rives du petit bassin historique. Des activités nautiques ont lieu dans le petit bassin historique et dans l'avant-port.

Le pétitionnaire fait part de mesures prévues afin d'assurer la continuité des activités nautiques lors des travaux (phasage des travaux et signalisation des obstacles identifiés à la pratique de sports nautiques). Il serait opportun que le dossier soit amendé de plans présentant la matérialisation des zones réservées aux activités nautiques suivant le phasage des travaux ainsi que les accès prévus.

Les plages aux abords de l'enceinte portuaire sont très fréquentées, notamment la plage à l'Ouest faisant face à l'ancienne gare et la plage de Terre Sainte à l'Est.

Selon le pétitionnaire, la configuration du port, les merlons provisoires et le barrage flottant limiteront la propagation du panache de matières en suspension généré par les extractions. Par ailleurs, le pétitionnaire indique que les travaux d'extraction auront lieu dans l'enceinte du port de préférence à marée montante, ce qui permettrait aux courants de flot de contenir le panache à l'intérieur du port. Les zones de baignades ne seraient donc pas exposées au panache de matière en suspension et aux éventuelles pollutions liées aux extractions.

Cependant, au vu de la proximité des zones de baignade au projet, le plan de surveillance prévu pour les récifs coralliens avoisinant le projet pourrait s'étendre à ces zones de baignade.

Dans tous les cas, compte tenu de la courantologie, de la distance aux zones de baignade et de l'historique des résultats du contrôle de la qualité des eaux de baignade mené par l'ARS, notamment en période de forte pluie et de crue de la rivière d'Abord, ce projet ne devrait pas avoir d'incidence sur la qualité des eaux de baignade. Toutefois, par prévention, il serait opportun de prescrire que le pétitionnaire informe l'ARS du démarrage des travaux afin de renforcer, si nécessaire, le contrôle sanitaire.

- **Trafic routier**

L'évacuation des matériaux extraits issus du dragage nécessitera la rotation de 7 à 15 camions quotidiennement. Mais le pétitionnaire ne fait pas part du trafic engendré par l'acheminement des matériaux nécessaire à la constitution des merlons provisoires et à l'évacuation des matériaux issus de la réalisation du piège à cailloux.

Le pétitionnaire présente un plan de l'itinéraire prévu pour l'évacuation des matériaux mais ne précise pas les accès au chantier et les mesures envisagées pour limiter les impacts sur la circulation des riverains. En effet le projet se situe dans une zone fortement urbanisée avec la présence de plusieurs commerces. Il serait opportun qu'une étude et qu'un plan de la circulation prenant en compte la circulation présumée importante sur ces axes routiers soit annexé au dossier.

Par ailleurs, afin de limiter l'aspersion des voiries par des sédiments mouillés lors du transport par camions, un ressuyage des matériaux est prévu sur site pendant 24h avant le chargement des bennes.

- **Bruit**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 037/DRASS/SE du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage devront être respectées pendant la phase travaux.

## **Conclusion**

Au vu de la sécurisation des accès au port et de la diminution du risque d'inondation engendré par le dragage du port de Saint-Pierre, **l'ARS La Réunion émet un avis sanitaire favorable à ce projet sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus.**

 La directrice générale de l'ARS La Réunion

L'adjoint au Directeur de la Veille et Sécurité Sanitaire

**Nicolas THEVENET**

Copie : Préfecture \_ A l'attention de Mme Nicole Fleurié-Nantie